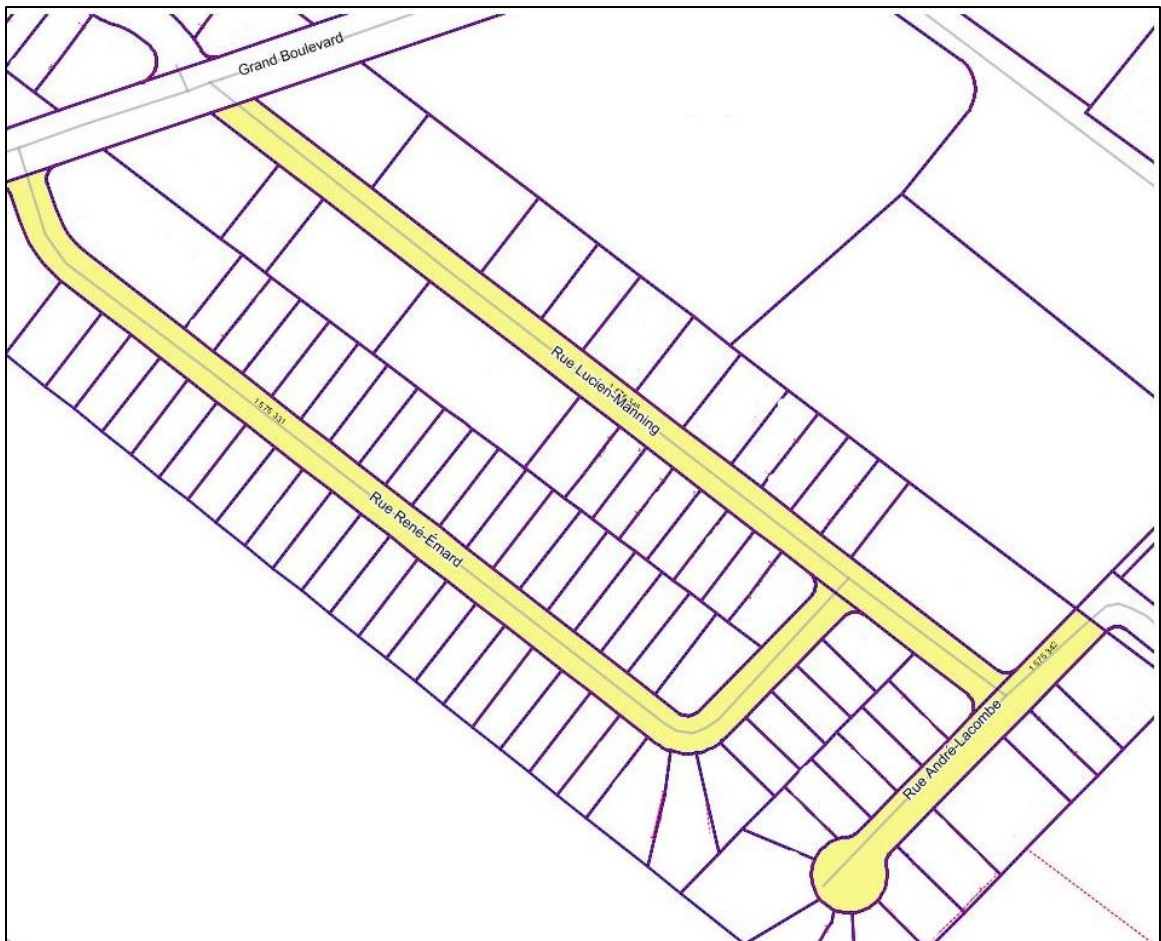


Acquisition de voies publiques Rues René-Émard, André-Lacombe et Lucien-Manning

(Loi sur les compétences municipales, RLRQ, c. C-47.1, art. 72)

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné par la soussignée, de ce qui suit :

Lors d'une séance ordinaire tenue le 12 avril 2022, le conseil municipal a adopté la résolution numéro 2022-04-099, selon laquelle la Ville de L'Île-Perrot désire se prévaloir de la procédure prévue à l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ., c. C-47.1) afin de devenir propriétaire des rues René-Émard (lot 1 575 331), André-Lacombe (lot 1 575 342) et Lucien-Manning (lot 1 575 348) ci-dessous illustrées, qui sont ouvertes à la circulation publique depuis plus de 10 ans :



Les lots ci-haut mentionnés sont tous du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Vaudreuil.

À cet égard, l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* cite ce qui suit :

72. Toute voie ouverte à la circulation publique depuis au moins 10 ans devient propriété de la municipalité locale dès que sont accomplies les formalités prévues au présent alinéa, soit:

1° la municipalité adopte une résolution identifiant la voie concernée, soit par sa désignation cadastrale lorsque son assiette correspond à celle d'un ou de plusieurs lots entiers du cadastre en vigueur, soit, dans le cas contraire, par une description technique préparée par un arpenteur-géomètre;

2° le cas échéant, une copie de la description technique, vidimée par un arpenteur-géomètre, est déposée au bureau de la municipalité;

3° la municipalité fait publier deux fois, dans un journal diffusé sur son territoire, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire de la voie concernée;
- c) une déclaration précisant que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° ont été accomplies.

La deuxième publication doit être faite après le soixantième et au plus tard le 90° jour qui suit la première.

Lorsqu'une immatriculation est requise par la loi, la municipalité soumet, au ministre responsable du cadastre, un plan cadastral montrant la voie devenue sa propriété par l'effet du présent article, ainsi que la partie résiduelle. Elle doit, en outre, notifier ce dépôt à toute personne qui a fait inscrire son adresse sur le registre foncier, mais le consentement des créanciers et du bénéficiaire d'une déclaration de résidence familiale n'est pas requis pour l'obtention de la nouvelle numérotation cadastrale.

La municipalité publie au registre foncier une déclaration faisant référence au présent article, comportant la désignation cadastrale du terrain visé et indiquant que les formalités prévues aux trois premiers alinéas ont été accomplies.

Tout droit relatif à la propriété du fonds de la voie visée auquel un tiers pourrait prétendre est prescrit si le recours approprié n'est pas exercé devant le tribunal compétent dans les trois ans qui suivent la dernière publication prévue au paragraphe 3° du premier alinéa.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard d'une voie sur laquelle elle a prélevé une taxe au cours des 10 années précédentes.

De plus, la municipalité déclare que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* ont été accomplies et qu'elle n'a prélevé aucune taxe sur ces lots au cours des 10 dernières années.

Cet avis constitue la deuxième publication requise par la *Loi sur les compétences municipales*, la première publication ayant été faite le 14 avril 2022.

Donné à L'Île-Perrot, ce 4 juillet 2022.

(Original signé)

Zoë Lafrance, avocate, OMA
Directrice des affaires juridiques et greffière